La situation des droits de l'homme ne s'améliore pas au Burundi (enquête ONU)

@ rib News, 17/09/2020 - Source AFP La situation des droits de l'homme ne s'améliore pas au Burundi malgrichangement à la tête de l'Etat, conclu la commission d'enquête de l'ONU sur ce pays plongé dans une grave politique qui a fait au moins 1.200 morts.

Les espoirs d'une amélioration aprÃ"s la disparition soudaine du président Pierre Nkurunziza aprÃ"s 15 ans au pouvoir se sont évaporés depuis l'élection en juin d'Évariste Ndayishimiye à la présidence, note la commission dans communiqué. «Â Jusqu'à présent nous n'avons vu que trÃ"s peu de changements positifs depuis que le présic Ndayishimiye est entré en fonction Â», souligne le président de la commission Doudou Diene. «Â L'espace démod reste trÃ"s étroit, l'impunité persiste et il n'y a aucune indication que le nombre de violations des droits de l'hom baissé sous le nouveau gouvernement Â», a-t-il ajouté. Au contraire, note M. Diene, des personnalités pourtant soumises à des sanctions internationales parce qu'elles sont jugées responsables d'exactions commises en 2015, q le pays a plongé dans la violence politique, «Â sont membres de l'administration Ndayishimiye Â». La commission d'enquête sur le Burundi avait déjà conclu dans un précédent rapport que des crimes contre l'humanité ava commis dans le pays par les forces de sécurité du pouvoir. Le nouveau rapport qui couvre la période depuis mai 2019, note que «Â la commission a toujours de bonnes raisons de penser que des crimes contre l'humanité ont été commi au Burundi Â» sous forme de meurtres, d'emprisonnement ou autres formes sévÃ"res de privation de la liberté physic la torture, le viol et d'autres formes de violences sexuelles tout aussi graves ainsi que des persécutions politiques Â». Il met directement en cause le rà le des Imbonerakure -la lique des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU a qualifié de «Â milice Â» – dans le contexte des élections en 2020 elections. La communauté internationale escomptait un assouplissement du régime avec l'arrivée du nouveau chef de l'État. Mais ses premià res décisions, en particul nomination d'un gouvernement largement composé de tenants de la ligne dure, ont montré qu'il s'inscrivait dan de son prédécesseur. Au moins 1.200 personnes sont mortes et quelques 400.000 ont été forcées de fuir entre avril 2015 et mai 2017.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

https://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 16 April, 2024, 14:48